



Au sommaire

- Principaux facteurs de l'insécurité alimentaires p.2
- De plus en plus d'écoles ferment face aux menaces sécuritaires p.2
- Les interdictions de motos affectent l'accès aux services sociaux p.4
- Assistance aux 10 000 nouveaux déplacés au centre p.5
- Manque d'accès à l'eau en zones rurales de la région de Ménaka p.6
- Financement du plan de réponse humanitaire en 2017 p.8

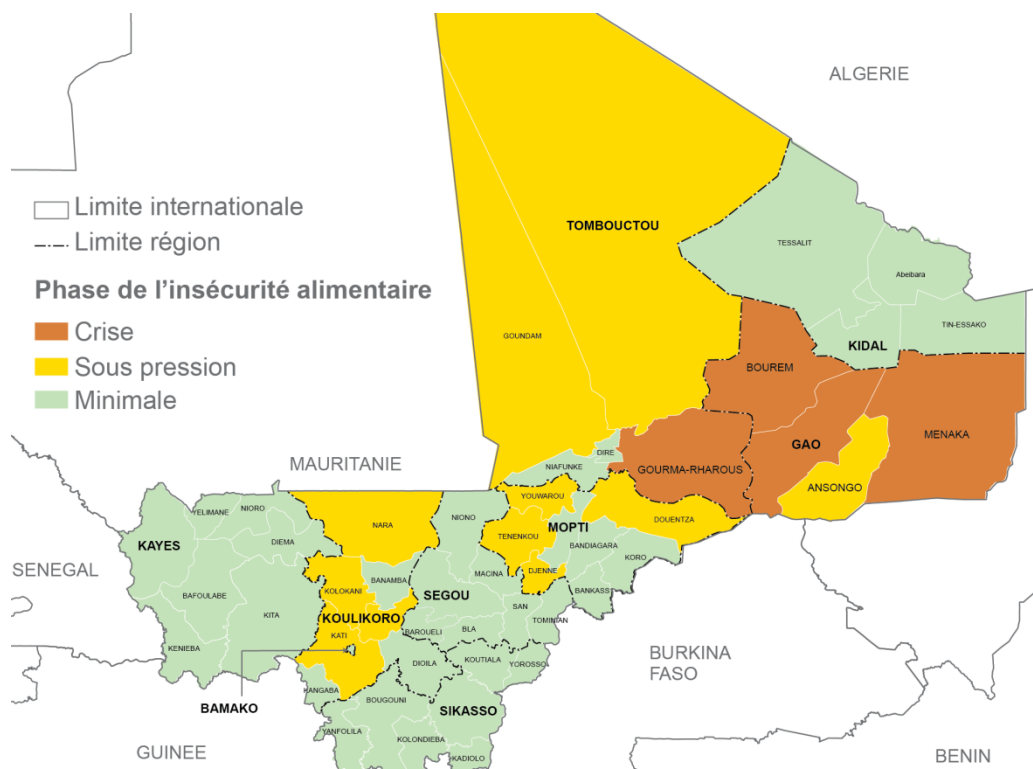
FAITS SAILLANTS

- Un Malien sur cinq sera en insécurité alimentaire pendant la soudure
- Centre du Mali : de plus en plus d'écoles ferment face aux menaces sécuritaires
- Les interdictions de circuler en moto affectent l'accès aux services de base
- Manque « alarmant » d'accès à l'eau en zones rurales à Ménaka

3,8 millions de personnes en insécurité alimentaire

Selon les dernières estimations de l'analyse du Cadre Harmonisé de mars 2017¹, plus de 3,8 millions de personnes seront considérées comme étant dans le besoin en termes de sécurité alimentaire au cours de la période de soudure de juin à août 2017. Parmi elles, plus de 600 000 personnes seront en situation de « crise » ou « urgence » (phases 3 et 4 selon la nomenclature de l'IPC pour les pays du CILSS) et 3,2 millions de personnes seront « sous pression » (phase 2). Ces données indiquent une dégradation de la situation par rapport à l'an dernier, avec près d'un million de personnes supplémentaires dans le besoin cette année.

Phases d'insécurité alimentaire par cercle (soudure juin – août 2017)
(Source Cadre Harmonisé – mars 2017)



Les déplacements de population et l'insécurité aggravent l'insécurité alimentaire. Près des deux tiers des personnes en situation de crise et d'urgence alimentaire se trouvent dans des régions instables et affectées par le conflit : Gao, Ménaka, Tombouctou, Taoudénit, Kidal, Mopti et nord de Ségou. Les importantes inondations l'an dernier et la soudure pastorale précoce ont aussi affecté les récoltes et le cheptel et accentuent les déplacements de population et les risques de conflits intercommunautaires.

¹ La fiche détaillée de l'analyse du Cadre Harmonisé de mars 2017 est disponible à : <http://fscluster.org/mali/document/sapfiche-de-communication-cadre>

CHIFFRES CLES

Nb. de PDI (rapport CMP, mars 2017) 45 750

Nb. de réfugiés dans les pays voisins (rapport CMP, mars 2017) 140 450

Nb. de retournées (rapport CMP, mars 2017) 487 000

Nb. De rapatriées (rapport CMP, mars 2017) 57 400

Population en insécurité alimentaire (Cadre harmonisé mars 2017) 3,8 millions

Nb. d'enfants malnutris de moins de 5 ans (SMART 2016) 622 350

FINANCEMENT

293 millions
Fonds requis (\$ US) pour le financement du HRP 2016

8% financés

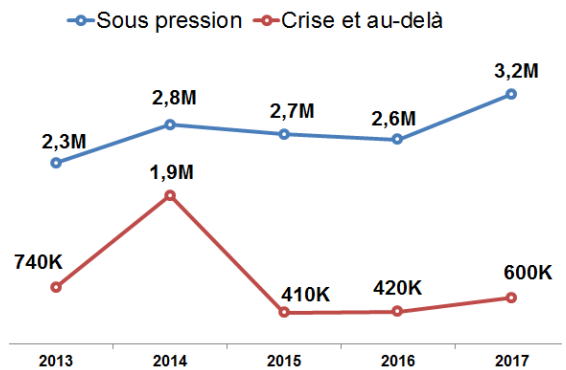
Le financement actuel ne permettra pas aux organisations humanitaires de couvrir l'étendue des besoins.

Ressources insuffisantes pour répondre à l'ampleur des besoins

Le Gouvernement, avec l'appui des différents partenaires humanitaires, coordonne la réponse pour venir en aide aux personnes les plus vulnérables. À travers leurs efforts concertés, les organisations humanitaires prévoient distribuer une assistance alimentaire gratuite sous forme de vivre ou d'argent (« cash ») à 440 000 personnes en situation de « crise et au-delà » pendant les mois de soudure.

D'autres activités sont aussi planifiées pour aider les ménages et les communautés dans ces phases de « crise » et « urgence » ainsi qu'une partie des 3,2 millions de personnes « sous pression » : transferts monétaires de type « résilience », appuis à la production agricole et pastorale, appuis à la pêche, appuis à la relance d'activités économiques, etc. Cependant, le financement actuel ne permettra pas aux organisations humanitaires de couvrir l'étendue des besoins.

Nb. de personnes en insécurité alimentaire (Source : Cadre Harmonisé)



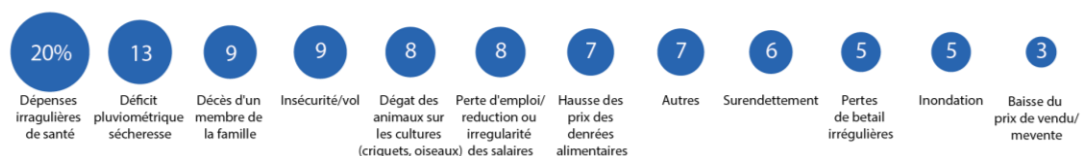
Il est donc urgent de mobiliser des fonds supplémentaires, en particulier pour assister les ménages en besoin d'aide immédiate qui se trouvent dans les zones touchées par le conflit. L'appel de fonds des organisations humanitaires pour le Mali en 2017 comprend une requête de 93 millions de dollars pour les interventions en sécurité alimentaire. À ce jour, seul 10 pour cent de ces ressources sont mobilisés, selon les données rapportées au service de suivi financier d'OCHA (FTS).

Principaux facteurs de l'insécurité alimentaire

La dernière édition de l'Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN)², réalisée en février 2017, souligne que l'insécurité alimentaire actuellement enregistrée au pays est en grande partie liée à la pauvreté des ménages. La précarité des ménages est exacerbée par l'insécurité qui affecte certaines zones du nord et du centre du pays ainsi que par les aléas climatiques.

Selon l'enquête, plus d'un ménage sur quatre affirme avoir subi un ou des types de chocs au cours des six derniers mois qui ont nui à sa capacité de se procurer de la nourriture et d'autres produits essentiels.

Proportion des types de chocs subis par les ménages (Source ENSAN fév. 2017)



De façon générale, les ménages dirigés par des femmes sont davantage en insécurité alimentaire que ceux dirigés par des hommes (37,4 pour cent contre 24,7 pour cent). À noter également que la prévalence de l'insécurité alimentaire est plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain (31 pour cent contre 7,5 pour cent.)

² L'Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN) est réalisée deux fois par année par le Système d'alerte précoce (SAP) du Gouvernement avec l'appui des partenaires humanitaires auprès de ménages dans tous les cercles des régions du Mali. Le rapport de février 2017 est disponible à : <http://fscluster.org/mali/document/sappresentation-ensan-fevrier-2017>

De plus en plus d'écoles fermées au centre

Le nombre d'écoles qui ferment en raison de menaces ou du climat d'insécurité ne cesse d'augmenter dans le centre du pays. Au cours des derniers mois, les acteurs du secteur de l'éducation dans les régions de Mopti et Ségou ont rapporté un nombre croissant de cas d'individus armés ayant proféré des menaces et demandé la fermeture d'établissements scolaires ainsi que d'actes de banditisme contre des enseignants ou des écoles.

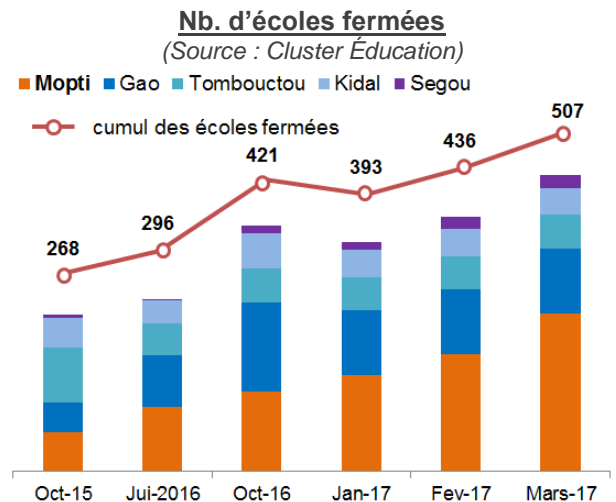
Environ 150 000 enfant sont déscolarisés ou non-scolarisés du fait des fermetures d'écoles.

Selon les données du Cluster Éducation, la région de Mopti compte à elle seule 270 écoles actuellement fermées et des nouveaux cercles (Mopti, Djenne et Douentza) se trouvent dorénavant affectés par le phénomène. Dans les régions du nord – Gao, Kidal et Tombouctou – le nombre d'écoles fermées s'est toutefois stabilisé.

À l'échelle du pays, en mars 2017, plus de 500 écoles sont fermées dans les zones touchées par l'insécurité.

Selon le Cluster Éducation, environ 150 000 enfant sont déscolarisés ou non-scolarisés du fait de ces fermetures d'écoles. Par ailleurs, environ 1630 enseignants sont absents dans les zones touchées par l'insécurité.

Malgré l'ampleur des besoins, la capacité de réponse des partenaires humanitaires est grandement limitée faute de ressources.



L'appel de fonds de 35 millions de dollars pour soutenir les interventions humanitaires dans le secteur de l'éducation en 2017 n'a reçu aucun financement confirmé à ce jour, selon les données rapportées au service de suivi financier d'OCHA (FTS).

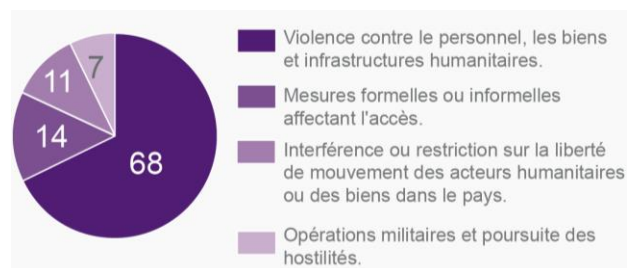
Le climat d'insécurité continue à freiner l'aide aux personnes touchées par la crise

De janvier à mars 2017, 28 incidents ont limité l'accès des organisations humanitaire aux personnes dans le besoin, selon les données rapportées à l'AMRF³.

Les deux tiers des incidents enregistrés étaient des violences directes contre le personnel, les biens et les infrastructures humanitaires, y compris l'attaque d'un véhicule d'une organisation humanitaire au cours de laquelle un employé a été tué.

% de types de contraintes d'accès enregistrés

(source : AMRF)

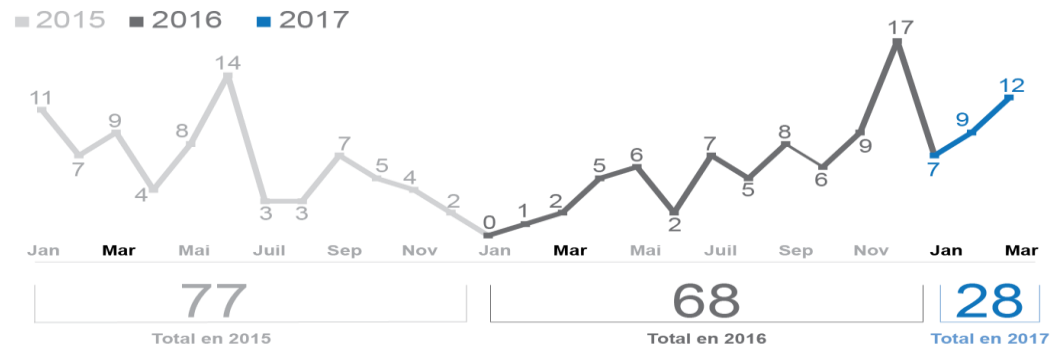


La hausse du nombre d'incidents répertoriés ces derniers mois est surtout liée à la criminalité et aux actes de banditisme qui se multiplient dans le nord et le centre du pays ainsi qu'à la présence et aux activités des groupes armés non-étatiques. Les régions les plus touchées sont Gao-Ménaka et Tombouctou – Taoudénit.

³ Système de suivi et de rapportage sur l'accès (Access Monitoring and Reporting Framework) coordonné par OCHA Mali.

Contraintes d'accès enregistrées de 2015 à 2017

(source : AMRF)



Dans les zones d'intervention humanitaire où la sécurité est la plus volatile, la sensibilisation des communautés est un des facteurs clés pour faciliter l'accès des personnes les plus vulnérables à l'aide qui leur est destinée.

Centre du Mali : les restrictions de circulation perturbent l'accès aux services de base

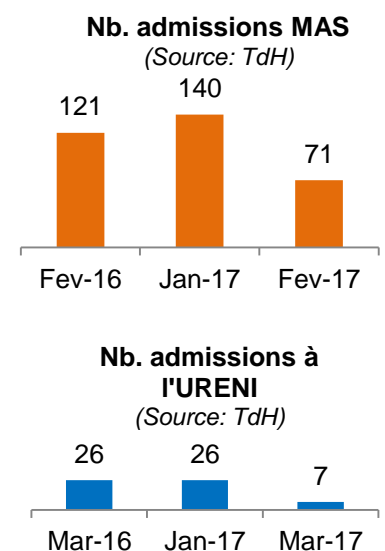
Les organisations humanitaires qui œuvrent au centre du pays s'inquiètent des effets des restrictions de circulation des motos sur l'accès des populations aux services sociaux de base.

Dans la région de Ségou, les cercles de Macina, Niono et certaines communes du nord du cercle de Ségou sont visés depuis le mois de février par des interdictions complètes de circulation en tout temps des engins à deux roues. Le cercle de Tenenkou dans la région de Mopti est aussi visé par une interdiction similaire.

Dans les zones concernées, les partenaires humanitaires sur le terrain rapportent notamment une baisse de fréquentation des centres de santé et des écoles secondaires. Ils constatent aussi que les stratégies avancées en santé, qui sont essentiellement conduites à motos, sont interrompues. Ces stratégies, prévues par la politique nationale, permettent de livrer des soins essentiels aux enfants et aux femmes enceintes ou allaitantes dans les villages situés à plus de 5 km des centres de santé.

Par exemple, les 20 centres de santé communautaires de Macina ont enregistré une baisse de 50 pour cent des admissions d'enfants malnutris aigus sévères (MAS) de janvier à février 2017. Les admissions à l'unité de réhabilitation nutritionnelle intensive (URENI) de Macina ont aussi enregistré une baisse significative⁴.

Les cercles et communes touchées comptent une population d'environ un million de personnes⁵, dont près de la moitié habitent à plus de 5 km d'un centre de santé⁶. Dans ces zones essentiellement rurales, les moyens de subsistance sont en majeure partie liés aux activités agro-pastorales et les motos constituent l'un des principaux moyens de transports des ménages.



⁴ Données enregistrées par l'ONG Terre des hommes (TdH)

⁵ Chiffres de la Direction Nationale de la Population (DNP) 2017 pour les cercles de Tenenkou, Macina, Niono, et les communes de Bellen et N'Komandougo (cercle de Segou)

⁶ Estimation basée sur la proportion de personnes vivant à plus de 5 km d'un centre de santé selon les annuaires statistiques des régions de Ségou (62%, 69% et 45% respectivement pour les cercles de Ségou Niono et Macina) et Mopti (52% pour le cercle de Tenenkou).

Les partenaires humanitaires rapportent une baisse de fréquentation des centres de santé.

Dans ce contexte, certains partenaires rapportent également un ralentissement des activités économiques, y compris des baisses de fréquentation de foires commerciales hebdomadaires⁷ et une baisse de disponibilité de certains aliments.

L'impact sur les opérations des organisations humanitaires est également important puisque des dizaines d'agent d'ONG locales et internationales ne peuvent plus mener les activités régulières et essentielles d'appui communautaire, que ce soit dans le secteur de la nutrition, de la santé, du développement agricole, ou pour identifier les bénéficiaires de l'aide d'urgence suite aux déplacements de population engendrés par les affrontements intercommunautaires à Macina mi-février.

Les interdictions partielles de nuit ont un impact plus limité sur les populations

En plus des interdictions totales de circulation des engins à deux roues, d'autres mesures sont en vigueur pour interdire partiellement la circulation de différents types de véhicules à moteur à deux ou trois roues. Ainsi, dans la majorité des cercles de Mopti, la restriction ne s'applique que le soir et la nuit, ce qui permet aux populations de vaquer à leurs activités régulières le jour. L'application de cette interdiction partielle à tous les territoires concernés pourrait ainsi contribuer à limiter les effets sur l'accès des populations aux services sociaux de base et sur les moyens d'existence des ménages. Un dialogue est d'ailleurs en cours entre la communauté humanitaire et les autorités compétentes afin d'explorer les possibilités d'une telle harmonisation.

Les interdictions de circulation des différents types de véhicules ont été instituées par diverses autorités dans le cadre des opérations de l'État pour la sécurisation du territoire, en vue de faire face à la flambée d'attaques perpétrées dans le centre du pays par des individus armés non identifiés qui se déplacent en motos.

Assistance aux 10 000 nouveaux déplacés au centre

L'aide du Gouvernement et des organisations humanitaires aux quelque 10 000 personnes qui ont fui les violences intercommunautaires survenues le 11 février 2017 dans la zone de Macina au centre du pays est en cours. Les déplacés ont été recensés et des évaluations rapides ont identifié leurs besoins les plus urgents, notamment en matière de nourriture, articles essentiels ménagers, abri, eau, hygiène et assainissement.



Région de Ségou, Cercle de Niono (mars 2017) : Un agent de l'ONG Catholic Relief Services (CRS) évalue les besoins urgents d'abri des déplacés. Crédit : CRS

Les organisations humanitaires ont commencé à distribuer des produits non-alimentaires de base (nattes, ustensiles de cuisine, etc.) Des distributions de produits pour purifier l'eau, produits d'hygiène féminine et de vivres couvrant 3 mois de nourriture pour les 10 000 nouveaux déplacés sont aussi prévues. Des cliniques mobiles ont rejoint les personnes déplacées dans les zones de Tenenkou et Niono. Par ailleurs, le recensement des enfants déscolarisés du fait de leur déplacement est aussi en cours, en vue de leur apporter un soutien en matière d'éducation.

Des besoins urgents restent à combler

L'acheminement de l'aide aux personnes déplacées est ralenti par l'insécurité ambiante et les difficultés logistiques liées à l'interdiction de circulation des motos en vigueur dans des zones qui ne sont pourtant pas accessibles en véhicule. Le nombre de ménages à assister a par ailleurs augmenté par rapport aux évaluations initiales puisque les mouvements de population se sont poursuivis au cours du mois de mars, selon les dernières données collectées par les partenaires sur le terrain⁸.

⁷ Données enregistrées par l'ONG International Rescue Committee (IRC)

⁸ Évaluation menée par l'ONG Catholic Relief Services (CRS). Le rapport est disponible à : <http://bit.ly/2onpjquN>

Des milliers de déplacés ont besoin d'un appui en matière d'abri, et d'accès à l'eau et l'hygiène.

Ainsi, malgré le début des distributions, des besoins urgents restent à combler pour des milliers de personnes, surtout en matière d'abri et d'accès à l'eau et l'hygiène (bidons, savons, etc.) Il est urgent de mobiliser des ressources supplémentaires pour renforcer la réponse. Faute d'un appui rapide, les conditions de ces milliers de déplacés risquent de se détériorer et la pression qu'ils exercent sur les communautés hôtes ne fera qu'augmenter.

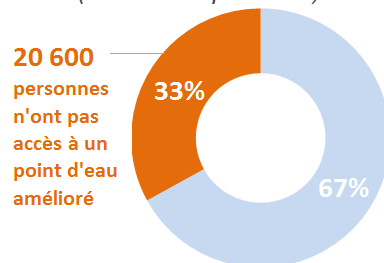
Situation alarmante en matière d'accès à l'eau dans la région de Ménaka

Une étude⁹ réalisée par l'ONG International Rescue Committee (IRC) sonne l'alerte quant au manque d'accès à une eau de qualité et en quantité suffisante pour les populations rurales de la région de Ménaka. L'enquête a été réalisée en octobre et décembre 2016 dans 34 sites et villages des quatre cercles de la région. Selon les résultats, dans 71 pour cent des localités enquêtées, faute d'alternative, les populations sont contraintes de consommer une eau insalubre ce qui les expose à des risques de maladies hydriques.

En effet, dans 24 des 34 sites et villages observés (20 600 habitants), les uniques sources d'eau sont les mares et les « puisards¹⁰ ». Ces sources à ciel ouvert, le plus souvent stagnantes, sont alimentées par les eaux de pluie. La présence de parasites et bactéries qui posent des risques à la santé humaine y est favorisée par leur utilisation concomitante par le bétail, l'infiltration des eaux de ruissellement, les résidus et les excréments humains ou animaux.

Nb. de personnes ayant un accès à une source d'eau améliorée

(source : enquête IRC)



L'analyse en laboratoire des échantillons prélevés dans sept des points d'eau examinés par IRC a d'ailleurs confirmé la présence de coliformes dans une proportion supérieure aux normes requises par l'OMS pour l'ensemble des échantillons.

L'eau : enjeu de protection

IRC note que les femmes et les enfants sont généralement chargés d'aller chercher de l'eau dans les localités avoisinantes lorsque les mares et les puisards se tarissent pendant les mois de sécheresse. Ils peuvent ainsi parcourir jusqu'à 30 kilomètres dans des zones d'insécurité. Par ailleurs, les filles sont aussi plus à risque d'être déscolarisées en raison du temps alloué à cette quête d'eau.

L'accès à l'eau est aussi source de tensions et de conflits intercommunautaires entre les populations qui bénéficient d'une source pérenne et celles qui n'en n'ont pas.

Dans ce contexte, IRC note l'urgence de réaliser de nouveaux forages dans la région, avec des approches de planification sur au moins trois ans, tout en assurant leur pérennité en concertation avec les membres des communautés concernés.

L'ONG souligne l'importance pour les bailleurs de fonds de soutenir davantage l'accès à l'eau dans les régions du nord, dont celle de Ménaka. D'autant qu'un accès à l'eau



Anouzeigren, Menaka (31 octobre 2016) – Des femmes collectent de l'eau d'un puits inondé et contaminé par l'eau d'une mare.

Dans les 10 autres localités observées (41 400 habitants), les populations ont accès à des forages et à des puits modernes. Toutefois, selon l'étude, le nombre d'utilisateurs des installations peut atteindre jusqu'au double du standard recommandé par les normes Sphère.

La majorité de ces infrastructures ont aussi besoin d'être réhabilitées. Le délabrement des installations accentue également les risques de contamination de l'eau.

⁹ Évaluation de l'accès à l'eau potable - Région de Ménaka, IRC, décembre 2016

¹⁰ Simples trous creusés de façon artisanale, juste pour atteindre l'eau et qui sont le plus souvent creusés dans le lit des mares après le tarissement de ces dernières.

Faute d'alternative, les populations sont contraintes de consommer une eau insalubre.

régulier et sécuritaire d'un point de vue hygiène, participe également à l'impact positif des interventions dans d'autres secteurs clés, comme la santé, l'éducation et la sécurité alimentaire.

Le rapport complet de l'étude d'IRC Évaluation de l'accès à l'eau potable - Région de Ménaka est disponible à : <http://bit.ly/IRCMenakaWASH>

EN BREF

Allocation du Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF)

Le Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) a confirmé son allocation de 7 millions de dollars (USD) pour la réalisation d'une dizaine de projets d'aide humanitaire au Mali. Environ 90 000 personnes touchées par les crises et les catastrophes naturelles bénéficieront des interventions, en majorité dans les régions du nord et du centre du pays.

Des aides sont notamment prévues pour les personnes en insécurité alimentaire, les femmes et les enfants touchés par la malnutrition aigüe, les victimes d'inondation et de la sécheresse, ainsi que les personnes déplacées, retournées et les réfugiés qui rentrent. Des actions sont aussi planifiées pour lutter contre les épidémies, soutenir l'accès aux soins de santé et renforcer les moyens de subsistance des plus vulnérables.

Plan de contingence national

Les organisations humanitaires soutiennent le Département de la Protection Civile pour finaliser le plan de contingence nationale. L'objectif du document est de définir les scénarios et les actions à prendre pour mieux répondre aux inondations, épidémies et déplacements de populations. Les organisations humanitaires vont aussi soutenir les efforts de la Protection Civile au cours des prochains mois pour actualiser les plans de contingence des régions les plus à risque de catastrophes; soit Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal.

Région de Taoudénit : première réunion de coordination des activités humanitaires

Une quinzaine d'organisations humanitaires et quatre directeurs régionaux de services techniques - santé, agriculture, hydraulique et assainissement – ont participé le 30 mars dernier à la première réunion de concertation et de coordination des activités humanitaires pour la région de Taoudénit sous l'égide du nouveau Gouverneur.

L'étendu des besoins en matière de personnel et d'infrastructures pour fournir des services administratifs et sociaux de base dans cette nouvelle région du nord du pays a été soulignée. Les besoins humanitaires urgents d'aide aux personnes déplacées et réfugiées qui rentrent dans la zone ont aussi été mis en lumière, de même que les défis liés à l'accès humanitaire et à la sécurité des personnes et des biens. De telles réunions se tiendront dorénavant sur une base mensuelle. Une douzaine d'organisations humanitaires interviennent actuellement dans la région de Taoudénit.

Financement du Plan de réponse humanitaire au Mali

Seul 8 pour cent de la requête de 293 millions de dollars (USD) pour le Plan de réponse humanitaire (HRP) 2017 au Mali est financé à ce jour. Sans ressources additionnelles, de nombreux programmes d'aide ne peuvent démarrer, privant des milliers de Maliens d'un soutien essentiel.

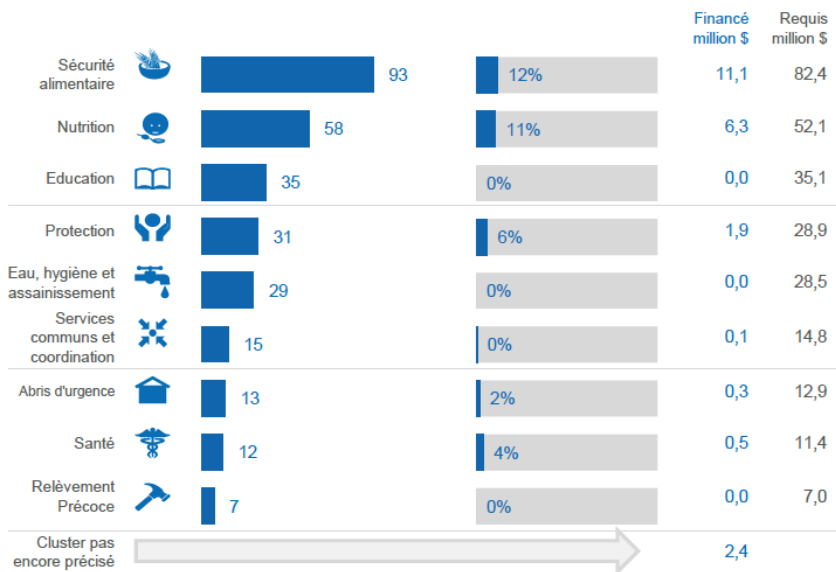
\$ 293 millions
DEMANDES (US \$)

8%
FINANCE

\$ 22,5 millions
RECUS (US \$)

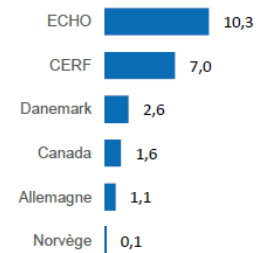
Besoins par cluster (en million US \$)

Pourcentage financé par cluster

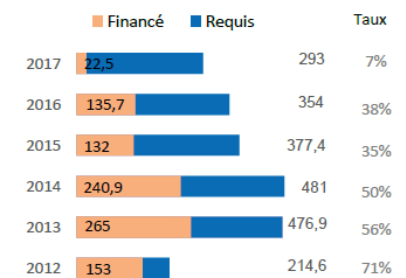


Contributions (million \$)

CERF: US \$ 7,0 millions 31% des contributions



Requête et financement 2012 - 2017 (million US \$)



Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Ute Kollies, Chef de Bureau, OCHA Mali, kollies@un.org

Anouk Desgroseilliers, Responsable de l'information publique, OCHA Mali, desgroseilliers@un.org, Tél. (+223) 75 99 57 61

Sekou Traore, Chargé de la Gestion de l'information, OCHA Mali, traore40@un.org, Tél. (+223) 75 99 55 74

Suivez nous : [@OCHA_Mali](https://twitter.com/OCHA_Mali) ou www.facebook.com/ochamali.net